

Unité départementale de l'Aisne
Unité Départementale de l'Aisne
47 avenue de Paris
02200 Soissons

Soissons, le 12/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BABYNOV

2 bis chemin d'Armancourt
Les Vergers
60200 Compiègne

Références : BABY23RINSP_101
Code AIOT : 0005106725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement BABYNOV implanté 47 RTE DE COMPIEGNE 02290 MONTIGNY-LENGRAIN. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BABYNOV
- 47 RTE DE COMPIEGNE 02290 MONTIGNY-LENGRAIN
- Code AIOT : 0005106725
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BABYNOV exploite une unité de fabrication d'aliments infantiles sur le territoire de la

commune de MONTINGY-LENGRAIN. Elle est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral du 23/12/2010.
L'établissement compte 145 salariés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.1.1	Sans objet
2	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 9.2.2	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.2.2	Sans objet
4	Déclaration annuelle GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
5	Réseau d'alimentation en eau potable	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.1.3.1	Sans objet
6	ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 7.4.2	Sans objet
7	règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 7.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur le sujet des prélèvements d'eau, les actions et études en cours et à venir, et celles qui seront prescrites par l'inspection des installations classées dans le cadre de l'action régionale sur les prélèvements d'eau et la sécheresse.

La société Babynov doit déclarer ses prélèvements d'eau dans Gerep chaque année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée :

[...]

A partir du 1er mai 2011, les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Réseau public de Montigny-Lengrain :

débit maximal journalier = 80 m3/j

consommation maximale annuelle = 28500 m3

Eau souterraine :

débit maximal journalier = 770 m3/j

consommation maximale annuelle = 271500 m3

Constats :

L'exploitant a transmis ses prélèvements d'eau de ville et de forages depuis 2019 :

	2019	2020	2021	2022	2023
Eau ville (m3)	34 130	22 819	39 389	40 082	40 349
E a u souterraine (m3)	39 036	31 862	37 392	36 456	33 993
Total (m3/an)	73 166	54 681	76 781	76 538	74 342
<i>Production (t/an)</i>	<i>10 375</i>	<i>10 085</i>	<i>11 326</i>	<i>12 660</i>	<i>11 507</i>

L'eau de ville sert à la préparation des repas et du nettoyage de la ligne de production

L'eau de forage est utilisé pour la stérilisation et le refroidissement par la tour aéroréfrigérant.

L'exploitant justifie son augmentation d'eau de ville par l'augmentation des nettoyages induit par les changements de recettes plus fréquents (demande client) et une augmentation de production depuis 2019.

L'exploitant met actuellement en place un suivi des nettoyages pour suivre sa consommation d'eau.

Les consommations d'eau seront revu par l'inspection dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire en 2024.

Action régionale Prélèvement d'eau - Sécheresse :

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m3/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département de l'Aisne a été organisée en visioconférence le 4 février 2021.

En 2023 le Ministre de la transition Ecologique et Solidaire a par ailleurs placé le sujet de la sécheresse parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées. Une nouvelle réunion en visioconférence sur le sujet à destination des ICPE du département de l'Aisne notamment s'est tenue le 11 avril 2023.

La commune de Montigny-Lengrain est située dans le Bassin Aisne aval placé en «vigilance

<p>sécheresse » par arrêté préfectoral du 21 avril 2023 au 9 novembre 2023.</p> <p>En 2022, le bassin versant a été placé en situation d'alerte sécheresse par arrêté préfectoral du 5 août 2022 jusqu'au 31 décembre 2022.</p> <p>En 2021 il n'y a pas eu d'arrêté « sécheresse » de restriction des usages de l'eau dans le département.</p> <p>La société Babynov prélève ses eaux sur le réseau de distribution communal et sur le milieu naturel par forage.</p> <p>Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction des niveaux de prélèvements limites en corrélation avec les prélèvements réels ; - transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse. Pour permettre ces saisies, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre GIDAF de l'établissement ; - remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but réduire les prélèvements ; - remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » afin de respecter l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. <p>La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions et de leurs effets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau de forages et l'eau de ville sont bien munis de compteurs. Le logiciel utilisé pour la gestion des compteurs étant obsolète en 2023, l'exploitant a réalisé des relevés manuels mensuels.</p> <p>Des nouveaux compteurs et un nouveau logiciel "wit" viennent d'être installés en février 2023, ils sont en cours de paramétrages. L'inspection a pu constater les données non-consolidées du mois de février sur le logiciel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, * les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) * les secteurs collectés et les réseaux associés * les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) * les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux "EX10511601D" le 14/02/2024, celui-ci est complet et a été mis à jour le 01/02/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration annuelle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p>

<p>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p>-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;</p> <p>-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne déclare pas GEREP. Lors de la connexion sur GEREP, il existe une anomalie de connexion, la société ne correspond pas à Babynov.</p> <p>L'inspection fait remonter le problème au siège de la DREAL afin de résoudre le problème.</p> <p>La déclaration GEREP, concernant les prélèvements d'eau de 2023, a été réalisé après l'inspection le 26/02/24</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra déclarer ses prélèvements d'eau chaque année quand l'incident de GEREP sera résolu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Réseau d'alimentation en eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il y a bien la présence de disconnexions, 1 sur le réseau de ville (CC 103) et 1 sur l'eau de forage (CC056).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DAN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté 2 FDS : Mip SM (base) et HOROLITH FL (acide), ces produits sont utilisés pour le NEP.</p> <p>HOROLITH : la FDS date du 02/03/2022.</p> <p>Mip SM : la FDS date du 25/06/2020.</p> <p>Les produits sont correctement étiquetés avec le nom, les pictogrammes et les phrases de dangers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à avoir une FDS récente pour le Mip SM.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2010, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits Horolith et Mip SM sont stockés sur 2 racks distincts avec une rétention séparée. Les</p>

réentions étaient vides le jours de l'inspection.
Le stockage est en extérieur mais couvert au dessus du rack.

Type de suites proposées : Sans suite